



Un nouveau centre commercial à Lomé Queen Store opérationnel
P 6

Ce que Gilchrist Olympio pense des manifs du CAP 2015

« ...Une certaine solution a été apportée par les burkinabè à leur problème, je crois que de notre côté aussi nous devons apporter nos solutions pas nécessairement les importer soit du Burkina, de la Tunisie, de l'Egypte en rappel au printemps arabe. je ne conçois pas, je n'adhère pas à cette façon de raisonner... »

P 7



LE

LIBÉRAL

Hebdomadaire Togolais d'Information, d'Analyse et d'Opinion

N° 0190 du jeudi, 27 novembre 2014 - 250 F CFA / Etranger 1€

Editorial

Togo Ghana, le temps des amours...

Le Togo et le Ghana sont deux pays frontaliers de l'Afrique de l'ouest avec un passé chargé d'histoire. Le voisin de l'ouest n'a jamais rassuré, vice versa. En témoignent les sempiternelles fermetures des frontières et certains moments de hautes tensions entre les deux nations, sans oublier le froid qui a toujours caractérisé les relations entre ses dirigeants.

On ne cessera d'évoquer les divergences de point de vue entre le père de l'indépendance ghanéenne Kwamé N'krumah et son homologue togolais Sylvanus Olympio. Ces rapports tumultueux on les sentira également entre le père de la nation togolaise feu Eyadema et le capitaine d'Aviation John Jerry Rawlings le chantre du Ghana moderne. Et pourtant tout, absolument tout, malgré la barrière linguistique imposée par le colonisateur, prédisposait les deux peuples à vivre en parfaite symbiose pour relever les défis du développement et de l'épanouissement des populations. Tout ceci n'est que du passé et depuis quelques années les deux voisins ennemis d'hier sont devenus des amis, des frères.

La visite officielle de trois jours effectuée par le président togolais à Accra est tout simplement inédite et historique. Elle confirme la santé des relations entre les deux Etats et scelle le partenariat entre eux.

Au-delà des liens fraternels, les deux pays ont en commun des projets en phase de concrétisation. Du poste de contrôle juxtaposé de Noépé à la voie ferroviaire d'Aflao les togolais attendent bientôt de l'eau potable et plus d'énergie électrique fournie par le voisin de l'ouest. L'axe Lomé-Accra est au beau fixe, c'est le temps des amours....

La Rédaction

Faure Gnassingbé au pays de Kwamé N'krumah



© Photo Louis Vincent

Une visite qui scelle le partenariat entre le Togo et le Ghana

- Une voie ferroviaire inaugurée
- Vers l'ouverture des frontières 24H/24
- Un projet d'adduction d'eau potable

P 3

Eclipsé la semaine dernière par la gigantesque marche de UNIR

Le CAP 2015 à nouveau dans les rues de Lomé pour sauver la face P 2

Le respect de la constitution en vigueur et sa défense par le Président de la République,

Une obligation constitutionnelle Lire l'article 64 de la constitution de la 4e république P 3

DAKAR a accueilli les 43emes Assises de l'Union de la Presse francophone P 2
Peter Dogbé préside désormais l'UPF section Togo

Eclipsé la semaine dernière par la gigantesque marche de UNIR Le CAP 2015 à nouveau dans les rues de Lomé pour sauver la face

Échec total pour les uns, une déculotté ou encore une véritable douche froide, autant d'expressions pour qualifier la marche du CAP 2015 du 21 novembre dernier à Lomé. Ce fut une grosse désillusion pour ceux qui rêvaient d'un scénario à la burkinabe au Togo. Ce 21 novembre, la déferlante bleu blanc d'UNIR a mis sous étiquette la manif de CAP 2015 avec sa mobilisation qui a fait une très maigre recette. Le verdict est sans appel: UNIR a mobilisé plus que les 8 partis politiques réunis au sein du fameux CAP 2015. Blessé dans son amour-propre par la démonstration populaire du parti présidentiel, le CAP 2015 veut tenter de sauver la face. Il rappelle tout simplement ses militants à battre le pavé vendredi et samedi prochains.

Les associations soutenant les efforts et la politique du Président de la République ont organisé une grande marche. Dénommée « marche des forces vives de la nation pour la protection de la constitution et des institutions de la République Togolaise », cette manifestation des associations



Manifestants UNIR le 21 novembre



Manifestants CAP 2015 le 21 novembre

affiliées au parti UNIR avait pour objectif de signifier leur désapprobation aux manœuvres dilatoires d'une partie de l'opposition Togolaise en perte de repère.

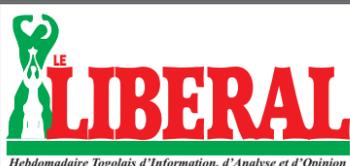
En effet c'est toute une marée humaine de manifestants qui a sillonné les artères de la capitale depuis l'hôtel Eda Oba en passant par hanoukopé kodjoviakopé avant de chuter à la plage le 21 novembre dernier. Une fois à la plage, les

leaders de ces associations n'ont pas manqué de prendre parole. Pour le leader de la NJSPP, il s'agit d'exprimer leur ferme détermination en la protection de la loi fondamentale du Togo et des institutions du Togo. Pour lui, le Président Faure a toujours prouvé sa bonne volonté pour l'intérêt supérieur de la nation. Ainsi il n'a pas manqué d'entreprendre de grandes réformes constitutionnelles et institutionnelles, comme c'est

le cas en ce qui concerne l'Accord Politique Global (APG) où tous les points qu'il contenait « depuis la mise en place d'une nouvelle Assemblée Nationale jusqu'à la mise en place effective d'un Cadre Permanent de Dialogue et de Concertation (CPDC) » ont été tous satisfaits par la seule volonté du Chef de l'Etat et l'impulsion donnée aux gouvernements successifs. Au cours de cette marche des forces vives on pouvait lire sur des pancartes des inscriptions

comme : Pas de modification de la constitution à 6 mois des élections, le peuple c'est aussi nous et nous avons choisi le Président Faure ou encore, non à la rétroactivité. Cette marche a été effective sans casses ni heurts, un satisfecit de la part des organisateurs qui se donnent encore rendez-vous le 28 novembre dans la même ambiance. ■

Charles



Récépissé N°0416/23/12/10/HAAC du 23 décembre 2010

Directeur de la Publication
Fabrice P. Dariworé

Comité de Rédaction
Schmidt EZA
Dieudonné ESSOHANAM
Sémy MAREKA
Charles KEYEWA
P. Fabrice

Correcteur
S. Didier

Infographie
Raphaël AHIALE

Adresse
Route de Mission Tové, non loin du Petit Séminaire, Agoè
Tél: +228 90 15 87 53
+228 22 41 92 91
13 BP 152 Lomé-TOGO

Imprimerie
La Colombe
Tirage
2000 exemplaires

DAKAR a accueilli les 43èmes Assises de l'Union Internationale de la Presse francophone Peter Dogbé préside désormais l'UPF section Togo

Le XV^e sommet de la francophonie s'ouvre ce week-end à Dakar la capitale sénégalaise. Des chefs d'Etat et de gouvernement ayant en partage la langue française sont attendus à ce rendez-vous. L'enjeu capital du sommet de Dakar reste sans doute l'élection du remplaçant d'Abdou Diouf au poste de secrétaire général de l'organisation Internationale de la Francophonie (OIF). Bien d'autres sujets meubleront les échanges notamment l'avenir de l'espace francophone sans oublier des sujets d'ordre politique comme on en a l'habitude à ces genres de rencontres.

Il faut dire que les journalistes francophones avaient précédé leur chef d'Etat la semaine dernière. Le gotha de la presse francophone s'était retrouvé du 19 au 23 novembre au pays de la Terenga, pour les 43èmes assises de l'Union Internationale de la Presse Francophone (UPF). « Jeunes et médias : les défis du numérique », tel était le thème des assises qui interviennent 4 ans après les dernières organisées à Rabat au Maroc.



L'UPF s'est ainsi dépoussiérée après des années d'inactivités, et compte être à nouveau utile aux journalistes et aux médias francophones. L'association est désormais dirigée par le sénégalais Madiambal DIAGNE journaliste directeur général du groupe Avenir Communication, Editeur du journal Le Quotidien. Il remplace à ce poste le Marocain Abdelmounaim Dilami. Du changement également du côté de la section UPF-Togo présidé désormais par Peter DOGBE ancien directeur de la radio NANA Fm et actuellement correspondant de RFI au Togo.

Environ 300 participants dont 5 togolais ont pris part à ces assises. Ils ont débattu de divers sujets touchant à l'avenir des médias traditionnels, de la place des jeunes dans le cadre des médias numériques, les nouvelles opportunités de formation journalistique. Ouvertes par le chef du gouvernement, les assises de Dakar ont été clôturées par le Président de la République Macky SALL.

L'histoire rappelle que l'UPF est la plus ancienne association francophone de journalistes reconnue par les organisations internationales. Elle compte un large réseau de journalistes et éditeurs francophones prônant la solidarité comme mode d'action dans le but de promouvoir la langue française et contribuer, à travers l'information, à l'épanouissement d'une culture francophone.

L'UPF a pour mission de défendre et développer la liberté de la presse et des journalistes, de faire la promotion de la culture et des médias francophones. ■

P. Fabrice

Faure Gnassingbé au pays de Kwamé N'krumah

Une visite qui scelle le partenariat entre le Togo et la Ghana, une voie ferroviaire inaugurée, vers l'ouverture des frontières



delà des infrastructures, routières, bien d'autres projets concernent les deux pays. On pourra citer le projet de la Volta qui va permettre de canaliser l'eau pure de la Volta vers le Togo. La sécurité est également prise en compte. Il faudra lutter



contre le grand banditisme et le trafic de drogue au niveau des frontières. L'autre projet très important qui a jailli de cette visite officielle est la volonté des pays à ouvrir leurs frontières 24H/24, un vieux projet qui sera traduit dans les faits pour

Mercredi 27 novembre, dernier jour de la visite officielle du chef de l'Etat au Ghana. Faure Gnassingbé et son homologue ghanéen John Mahama ont inauguré un centre pour les études et la gouvernance qui porte le nom du défunt président ghanéen John ATTA Mills. Cap sur Aflao où les deux hommes d'Etat ont procédé à l'inauguration de la voie ferroviaire devant permettre l'embranchement du réseau togolais au réseau ferroviaire ghanéen. C'est un réseau de chemin de fer de 8 km ouvert désormais à la circulation. Fruit d'un partenariat public et privé la réalisation des travaux a été l'œuvre de la société WACEM et

TOGORAIL. Il devra permettre un accroissement des flux des marchandises entre le Togo et le Ghana résolument engagés main dans la main sur des projets de développement. On se souvient il y a seulement quelques semaines, de l'inauguration du poste de contrôle juxtaposé à Noépé. Au-



les citoyens des deux pays.

Depuis lundi où il est arrivé dans la capitale ghanéenne, le



chef de l'Etat togolais a eu droit à un accueil des plus chaleureux réservé par le peuple ghanéen et la forte communauté togolaise basée à Accra. La journée du mardi a été très chargée avec une séance de travail au palais de la présidence du pays hôte, ensuite l'inauguration du Centre Commercial WEST HILLS puis la visite de la société des produits pharmaceutiques DANADAMS.

Cette visite inédite d'un chef

d'Etat togolais en terre ghanéenne marque une nouvelle ère entre les deux Etats au passé très tumultueux comme l'a d'ailleurs reconnu le chef de l'Etat togolais qui a rappelé lors du dîner organisé en son honneur, l'histoire des relations entre le Togo et le Ghana qui n'a pas toujours été un long fleuve tranquille. On se souvient de la divergence de point de vue entre Sylvanus Olympio et Kwamé N'Krumah respectivement père de l'indépendance du Togo et du Ghana. On n'oubliera pas au passage les relations tendues entre le Togo et son voisin de l'ouest le Ghana au temps de feu président Eyadema et le capitaine Rawlligns. C'est du passé et aujourd'hui, les Etats partagent une même vision celle de leur développement et le bien être des deux populations.■

P. Fabrice

Le respect de la constitution en vigueur et sa défense par le Président de la République, Une obligation constitutionnelle

Lire l'article 64 de la constitution de la 4e république

L'article 64 de la constitution togolaise de la 4e république fait obligation au président de la république une fois élu de prêter serment devant la cour constitutionnelle avant sa prise de fonction. Et au cours d'une cérémonie solennelle le nouvel élu aux plus hautes fonctions de l'Etat se prête à un exercice où il récite un serment dont les termes sont contenus dans l'article 64. En son alinéa premier. Le président de la république jure solennellement de respecter et de défendre la constitution que le peuple s'est librement donnée. Il nous plait ici de rappeler cette partie de

notre loi fondamentale eu égard à l'actualité.

En effet, la visite du chef de l'Etat à Accra a été marquée dans la journée de mardi par une séance de travail au Flagstaff House le palais de la présidence ghanéenne. Les questions de développements notamment les multiples projets entre les deux pays ont meublé les échanges. Les deux hommes d'Etat ont à l'issue de ce tête à tête tenu une conférence de presse conjointe. La presse ghanéenne s'est intéressée à l'actualité politique au Togo faite de débat sur les réformes et surtout la prochaine présidentielle et la



candidature du Président de la République.

Sur la question liée à la loi fondamentale, le chef de l'Etat a tout simplement évoqué la nécessité du respect de la constitution en vigueur, une position tout à fait normale prévue d'ailleurs par nos textes mais qui contre toute attente a allumé une polémique qui n'a pas sa raison d'être. Oui le chef de l'Etat doit respecter la constitution en vigueur et au mieux la défendre car il est tenu par son serment prononcé avant sa prise de fonction. Ce n'est donc pas unemarque de fabrique de Faure Gnassingbé, le chef de l'Etat n'a fait que rappeler ce que tout le monde sait ou devrait savoir.■

P. Fabrice

CNJ, on se prépare pour de nouvelles élections Un comité ad'hoc mis sur pied

Le Conseil National de la Jeunesse a organisé une séance d'information et de sensibilisation à l'endroit des leaders des associations membres du CNJ ce 24 novembre. Cette rencontre qui se situe dans le cadre des prochaines élections au CNJ, s'est déroulée à Tokoin CESAL. Au menu, d'une part il a été question de mettre à disposition les nouvelles informations sur le nouveau statut adopté ; d'évoquer les irrégularités des élections de cette année mais aussi de prendre les dispositions pour une participation inclusive et dynamique. Le deuxième point évoqué au cours de cette rencontre a été d'inviter l'ensemble des acteurs à participer au processus électoral dans la crédibilité, à avoir un esprit de compréhension et de fairplay. Pour le président sortant Thierry LAKOUGNON et initiateur de cette sensibilisation, l'objectif est d'outiller ces leaders et leur permettre de se préparer à participer aux opérations de vote, mais aussi de leur lancer un appel pour que la participation aux joutes électorales se fasse de façon citoyenne dans le calme la sérénité surtout dans la rigueur pour un avenir meilleur de la plateforme. Le souhait est de



voir de nouvelles associations prendre le relais pour une meilleure perspective. La participation à ce processus électoral nécessite le respect de certains critères à savoir le critère d'âge entre 18 et 32 ans pour être éligible; appartenir à une association de jeune reconnu par le MATDCL, pour être président avoir au minimum 21 ans et avoir un projet à son actif. Être éligible aux instances du CNJ c'est aussi avoir un casier judiciaire vierge. Il faut aussi rappeler que le CNJ applique la charte Africaine qui stipule que le Conseil National est créé par une institution

nationale apolitique autonome et démocratique mais aussi à but non lucratif. De plus le CNJ doit être composé des organisations ou associations non gouvernementales des jeunes.

Le CNJ Togolais compte jusqu'alors 273 associations.

Le comité ad'hoc mis sur pied dévoile le chronogramme

Au cours d'une conférence de presse tenue le mardi dernier, le comité ad'hoc mis sur pied

après l'annulation de l'élection du nouveau conseil national de la jeunesse, a présenté le nouveau chronogramme du déroulement des élections préfectorales et régionales devant conduire à l'élection du nouveau bureau exécutif du Conseil National de la Jeunesse. Ce comité ad'hoc de renouvellement des instances dudit conseil, faut-il le rappeler, a été mis en place par le ministère du développement à la base, de l'artisanat, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes. Il a pour principale mission de coordonner les activités afin de procéder en toute transparence et légalité à une nouvelle élection, ceci pour pallier au vide juridique occasionné par la gestion arrivée à terme du bureau de Thierry Lacougnon.

Le comité a donc, présenté dans la soirée le chronogramme du déroulement du processus devant permettre l'élection des bureaux préfectoraux et régionaux. S'en suivra donc celle du nouveau conseil national de la jeunesse. Selon ce chronogramme, les élections se dérouleront du 27 novembre au 12 décembre prochain au cours d'une tournée nationale du comité. Après Lomé Commune et la préfecture du Golfe les 27 et 28 novembre, les associations membres de la CNJ reconnues par le ministère de l'administration territoriale, de

la décentralisation et des collectivités locales, au total 95 éliront leur nouveaux dirigeants à partir du 1er décembre.

Reste la question cruciale, qui peut être éligible? A cet égard, M. Narcisse Tablissi, rapporteur du comité a tenu à préciser les conditions d'éligibilité de tous les candidats. Il faut, selon lui,

« -remplir un formulaire de candidature

-une photo d'identité ainsi qu'une carte d'identité ou un passeport

-une déclaration du responsable d'association ou une attestation de mandatement du candidat par son organisation

-une copie certifiée conforme de l'acte légal de reconnaissance de l'association et une photocopie du reçu de versement des frais d'adhésion

-Un extrait de casier judiciaire datant d'au moins trois mois

-une lettre d'engagement du candidat

-un certificat de résidence du candidat et enfin

-un certificat médical d'aptitude »

Pour terminer, soulignons que les dépôts des dossiers prennent fin pour le bureau exécutif national le 14 décembre prochain.■

Koudama et Kabey

Prix d'excellence RDI 2014 Récompense des journalistes pour leur effort tout au long de l'année

Ils sont au total une quinzaine d'hommes de média à être encouragés pour leur professionnalisme dans l'accompagnement des activités de la société française et par cet acte, c'est la deuxième édition du prix d'excellence RDI (René Descamps International) qui vient de rentrer dans l'histoire avec la récompense des journalistes et communicateurs, ceci au cours d'une cérémonie solennelle tenue hier. Plusieurs prix ont été octroyés, notamment des ordinateurs, des tablettes, des téléphones de haut standing, des appareils photos ainsi qu'une première au Togo, des logiciels de transcription d'interview.

Pour M. Eric Amétsipé, représentant résident de RDI au Togo ainsi que dans la sous région CEDEAO, il s'agit de « célébrer l'excellence, de l'encourager, de



la booster afin de faire de ces talents, le Togo émergent souhaité à l'horizon 2020-2030. René Descamps International, dans sa politique sociale a jugé bon d'associer tout ce petit monde d'excellents, que ce soit l'élève performant de Cinkassé ou le journaliste ou encore le mécanicien de Djankassé,....». Les journalistes, heureux nominés n'ont pas quant à eux caché

leur joie. Ainsi, pour Démocrate Koudama, heureux lauréat pour le compte du Libéral, " C'est un honneur d'avoir la reconnaissance d'une société telle que RDI. Loin d'être un aboutissement, c'est plutôt une reconnaissance qui en appellera à d'autres, je l'espère et c'est l'occasion de lancer un vibrant appel aux confrères à plus de professionnalisme et

d'abnégation."

Centrale d'achat familiale française intervenant dans plusieurs domaines tels l'hôtellerie, l'aéronautique, la médecine, le ferroviaire, l'automobile, les pièces détachées, l'informatique ainsi que la logistique, RDI depuis son implantation au Togo n'a de cesse apporté sa contribution au développement, à la promotion d'un libre échange ainsi que l'impulsion d'un climat de paix sociale et d'amitié entre les peuples. La société a par ailleurs, durant toute l'année, parcouru le Togo afin de récompenser les élèves et employés œuvrant dans certains domaines de prédilection et qui excellent. Celle des journalistes et communicateurs effectuée hier sonne le glas de l'année et constitue le lancement du prix d'excellence RDI 2015.■

La rédaction

18ème journée internationale de la tolérance L'ATDPDH au centre des festivités

« La tolérance est un principe cardinal de la vie en société, qui découle naturellement du respect des droits et de la dignité humaine. Ce principe est plus actuel que jamais et il est gravement menacé. La diversité culturelle est la cible de groupes extrémistes qui cherchent à imposer leur vision sectaire du monde » C'est par ces mots frappants et alarmistes que Mme Irin Bokova, directrice générale de l'UNESCO a démarré son message à l'occasion de la 18ème journée internationale de la tolérance. Au Togo où l'Association Togolaise de Défense et de Promotion des Droits de



l'Homme en fait son affaire depuis 2009, cette journée a eu un goût particulier. L'ATDPDH qui depuis quelques années met

en œuvre un projet de culture de paix à travers l'éducation à la tolérance n'a pas lésiné sur les moyens à cet effet.

L'association a marqué cette journée par des émissions interactives sur les médias de la place notamment des radios, ainsi qu'à l'intérieur du pays. Cette campagne médiatique s'en est tenue dans plusieurs langues afin de tenir compte de la diversité culturelle du Togo. A la veille des élections de 2015 où tout le Togo a besoin de stabilité, l'association a profité du créneau qu'offre cette journée pour axer la « sensibilisation sur le pouvoir transformateur de la tolérance, unique gage de paix et de stabilité », selon les mots de Mme Ayélé Mawouéna Dogbé, présidente de l'association. Elle a par ailleurs confectionné et

vulgarisé des prospectus et documents sur les notions de culture de paix et de tolérance, sur l'existence d'une déclaration de principe sur la tolérance dans diverses langues notamment l'éwé, le kabyè, etc... Promouvoir cette culture de paix et de tolérance par l'ouverture à la diversité des cultures et des croyances, par le respect de la liberté d'expression et d'opinion, ancrés dans l'attachement aux droits humains, tel est l'esprit de la lutte quotidienne de l'ATDPDH depuis sa création. ■

Démocrate Koudama

Partenariat ONG-secteur public-privé SE Inter et le REPONGD Togo lancent leur modèle



Plate-forme des organisations non gouvernementales œuvrant dans le domaine du développement socio-économique durable du Togo, le Réseau des ONG Professionnelles pour le Développement du Togo (REPONGD-TOGO) prône le professionnalisme, les bonnes pratiques, la bonne gestion et la bonne gouvernance, le partenariat, le changement de comportement et l'échange entre elles et tous les partenaires de développement du Togo dans une approche inclusive pour la réduction de la pauvreté.

En conférence de presse à Lomé, la semaine dernière, ce réseau, en partenariat avec l'ONG Social Entrepreneurs International (SE INTL TOGO) s'est longuement expliqué sur le modèle de partenariat qu'il compte établir avec le secteur public et privé au Togo. Pour eux, en effet, SE Intl et ses partenaires de REPONGD voudraient collaborer avec, d'une part, les autorités gouvernementales et locales, et d'autres parts, les sociétés privées, les PME/PMI, les établissements financiers, dans un cadre de partenariat gagnant-gagnant pour le développement durable du Togo. Concrètement, SE Intl, en partenariat avec le secteur public et privé se propose d'effectuer de façon pérenne des renforcements de capacités et

des accompagnements à tous les ONG affiliées au REPONGD-TOGO afin de leur assurer un professionnalisme et un meilleur usage transparent et efficient de leurs ressources humaines et matérielles. Ainsi, rentrent dans ce partenariat proposé, les projets relatifs à l'eau (approche MUS : multiples usages des services de l'eau), à l'agriculture (kit Agri'innov solutions), à l'élevage, à l'assainissement et à l'hygiène, etc.

Situé dans le quartier Cacavéli, non loin de la CEET réserve Agoè, le Réseau des ONG Professionnelles pour le Développement du Togo (REPONGD-TOGO) a pour mission de renforcer les capacités des ONG membres dans la mobilisation et la bonne gestion des ressources dans la gestion de projet (planification, élaboration, exécution, suivi-évaluation). Il prépare les ONG aussi bien nationales qu'internationales à pouvoir travailler avec plus de professionnalisme, innover et gérer leurs activités avec transparence et bonne gouvernance à travers l'utilisation des TICs et l'entreprenariat social pour assurer la pérennité des actions des ONG affiliées. ■

Anthelme Shakespeare

Promotion du leadership féminin Le comité femme Leader et l'IAEC partenaires



Le Comité Femme Leader et l'Institut Africain d'Administration et d'Etudes Commerciales (IAEC) ont reconduit, le mercredi dernier, un accord de partenariat les liant pour les cinq prochaines années. Dans sa campagne de promotion de l'excellence et du leadership féminin au Togo, la COM. TG, agence promotrice de FEMME LEADER de l'ANNEE, recherche des opportunités d'études pour les jeunes filles togolaises les plus méritantes mais aussi nécessiteuses de moyens financiers. A cet effet, l'IAEC sponsorise le comité FEMME LEADER sur cinq nouvelles années en mettant à sa disposition des bourses d'études supérieures dans un contrat d'exclusivité.

Pour Me Françoise KADJAKA, femme leader 2010, cet accord « va permettre à 20 jeunes filles nécessiteuses bachelères, de

bénéficier des bourses d'études pouvant leur permettre de s'inscrire cette année à l'IAEC. il rentre également dans le cadre de la promotion de l'éducation de la jeune fille ». Dix bénéficiaires sont à Lomé, les dix autres viennent de l'intérieur. Deux bourses entières de premier cycle (BTS), une bourse entière de deuxième cycle (Licence) et une bourse entière de troisième cycle (Master), le tout pour un montant de 5 millions FCFA, seront donc octroyées chaque année. M. Xavier BALOUKI, président du Comité National Femme Leader, estime pour sa part que ce partenariat offre une opportunité d'étude aux plus nécessiteuses et aux plus méritantes et encourage de ce fait les jeunes filles aux études supérieures. ■

Démocrate

Un nouveau centre commercial à Lomé Queen Store opérationnel

Démarrés depuis près de deux ans, les travaux de construction du bâtiment qui abrite aujourd'hui et désormais l'un des plus grands complexes commerciaux de Lomé ont pris fin la semaine dernière par l'inauguration et l'ouverture officielle du centre au public. C'était en présence de plusieurs personnalités de marque, des autorités religieuses et locales, et d'une forte présence des cadres de la grande entreprise de bâtiments et travaux publics CECO-Group, dont le Directeur Général.

Il n'est de secret pour personne que la ville de Lomé constitue une mégapole qui concentre en son sein la quasi-totalité des infrastructures adéquates dont ont besoin les populations pour vivre convenablement. Ainsi, pour se ravitailler le plus souvent, les populations des périphéries de Lomé comme ceux d'Agoè, de Légbassito, de Zanguéra ou même de Togblékopé en viennent à parcourir plusieurs kilomètres pour atteindre Lomé. Et quelques fois, les populations sont obligées de parcourir



infructueusement les quelques petits centres commerciaux qu'on trouve à Lomé sans succès. Ces corvées sont désormais finies, selon Mme Sabine Amouzou, directrice du complexe commercial Queen Store. Pour elle, en effet, « le

sondage que j'ai effectué a révélé que les gens éprouvent bien de difficultés à se ravitailler convenablement. Les week-ends étant fait pour se reposer, au contraire ces week-end sont utilisés pour parcourir des kilomètres, et cela parfois toute



la journée, pour faire des emplettes.».

Ce nouveau centre commercial vient renforcer le nombre insuffisant de complexes et permet ainsi de désengorger un temps soit peu la ville de Lomé en permettant aux populations de se procurer des biens et services en temps utile et à moindre coût.

Comprenant trois niveaux, l'édifice renferme au premier niveau tout ce qui concerne l'alimentation générale, au deuxième niveau la friperie et les produits de beauté de tous

âges, et au troisième niveau, un somptueux restaurant et bar haut de gamme pour accueillir toute personne quelque soit sa catégorie sociale. Construit grâce à l'expertise du groupe Ceco chevronné en la matière, le complexe commercial Queen Store offre des produits de qualité supérieure et à la portée du citoyen moyen. On le retrouve facilement à Agoè-anomé, au carrefour sud du bar le plateau, sur la nouvelle voie bitumée carrefour Limousine-lycée Agoè.■

Anthelme Shakespeare

Tombée de rideau sur la 4ème édition de la BIMOD 228 Un défilé de mode s'est tenu



La quatrième édition de la Biennale de la mode togolaise BIMOD 228 a connu son épilogue le samedi dernier au cours d'un défilé de mode de gala qu'a abrité l'hôtel Mercure Sarakawa. Démarrée depuis le 17 novembre dernier, cette édition, qui se veut une vitrine de la mode africaine à travers la valorisation du pagne ainsi que de la culture du continent est placée sous le thème « D'une génération à une autre, l'expérience partagée ». Elle a été l'occasion des ateliers d'échanges et de formation entre les acteurs de tous les âges qui s'adonnent à la mode ainsi qu'à son émergence en Afrique.

Pour la promotrice de ce grand rendez-vous de la mode, Mme Bagna-Sambiani des Créations Bamondi, la BIMOD 228 continue d'avancer dans l'attente de ses objectifs pour la floraison de la mode

togolaise et africaine : « L'édition de cette année vient réaffirmer toute la volonté que nous avons de transmettre aux jeunes les sommes d'expériences acquises, d'une part à travers un atelier de formation de trois jours et d'autres parts à travers le partage du podium entre les plus jeunes et les plus anciens du métier. D'où le sens du thème de cette édition » a-t-elle confié.

Cette quatrième édition qui coïncide avec les 30 ans de carrière de la griffe Bamondi, a enregistré la participation de 20 créateurs à travers la sous région, dont la douzaine constitue la jeune génération. Ils sont venus notamment du Bénin, du Ghana, de la Côte d'Ivoire, du Burundi, de la RDC et du Sénégal afin de valoriser la culture, la mode et surtout le pagne africain. Le Togo quant à lui est représenté par une forte délégation de créateurs tels Elima, Desmo design, les Créations Bamondi, Cris de mens, etc ... La vision à terme est de faire du Togo une plaque tournante dans la région dans le secteur. Sur ce goût de satisfécit, un autre rendez-vous est pris dans deux ans.■

Démocrate

L'Union pour la République plaide pour la paix au Togo au cours d'un concert



En marge de la grande marche organisée par les mouvements et associations pour soutenir la constitution togolaise, un grand concert de soutien à la paix a été donné dans la soirée de vendredi par le parti UNIR, Union pour la République sur le terrain de sport du lycée d'Agoè. Placé sous les

signes « Touche pas à ma constitution » ou « les réformes oui mais à l'Assemblée Nationale », ce rendez-vous musical vise, selon les initiateurs, à apaiser les cœurs, à appeler au sens du civisme, de la tolérance ainsi que du patriotisme à la veille de 2015 où tout le Togo a une fois encore rendez-vous avec l'histoire.

Sur scène, des célébrités de la musique togolaise tels Wedy, Olibig, Master Popa, PoudyCisse, Alain Vierge et Diffason ont fait brillé cette explosive soirée qui a rassemblé le public d'Agoè et de ses environs. La matinée de ce vendredi, il faut le rappeler, a été marqué par deux grandes manifestations, une du côté du CAP 2015, qui exige des réformes institutionnelles et constitutionnelles et d'un autre côté, celle des mouvements et associations soutenant le pouvoir en place et qui maintiennent que si réforme il doit en avoir, ce ne serait possible que par le Parlement ou par voie référendaire et non une tentative opportuniste de déstabilisation au regard de l'évolution géopolitique dans un pays de la sous région.■

Démo

Ce que Gilchrist Olympio pense des manifs du CAP 2015

« ...Une certaine solution a été apportée par les burkinabè à leur problème, je crois que de notre côté aussi nous devons apporter nos solutions pas nécessairement les importer soit du Burkina, de la Tunisie, de l'Egypte en rappel au printemps arabe. je ne conçois pas, je n'adhère pas à cette façon de raisonner... »

Faisant partie de la délégation qui a accompagné le chef de l'Etat à Accra, Gilchrist Olympio, le leader de l'Union des Forces de Changement a été bien obligé de sortir de son silence pour se prononcer sur divers sujets d'actualité, notamment les questions de développement, les réformes politiques les derniers événements au Burkina Faso et les manifestations que projette le CAP 2015 manifestations sans oublier la prochaine présidentielle et l'attitude à venir de son parti UFC.

Sur la situation politique au Togo
Notre rôle en tant que parti politique c'est d'éliminer pas complètement les frictions qui arrivent encore dans notre pays mais de les adoucir. Ce n'est pas notre intérêt de créer des problèmes parce qu'il faut en créer de créer des difficultés parce que nous sommes des partis politiques de l'opposition. Ce que nous voulons, c'est de regrouper le maximum d'opinion dans notre pays pour qu'on puisse participer à sa reconstruction. C'est l'avenir qui compte et il ne faut pas tout le temps regarder dans le rétroviseur.

D'abord il y a la paix au Togo, les gens sont libres il y a au moins une vingtaine



de journaux, de radios, de télés dans le pays. Cela fait un grand pas en avant.

Sur les questions de développement
Ensuite nous avons beaucoup de projets en cours je soutiens à 100% le projet de la Volta qui va permettre de canaliser l'eau pure de la Volta vers le Togo. Nous avons plusieurs autres projets sur lesquels je travaille notamment la vallée de l'Oti et en même temps y créer un complexe sucrier.

L'UFC et la prochaine échéance électorale

Je pense que notre parti UFC sera présent au prochain scrutin. Il n'y a pas de doute la dessus. Mais la manière dont nous allons participer à ce scrutin reste une affaire du congrès du parti. Ce congrès se tiendra d'ici quelques mois et nous allons prendre certaines décisions. Pour ce qui concerne les réformes constitutionnelles et institutionnelles je peux dire toute suite que c'est la politique fondamentale de notre parti et nous sommes en discussion avec le Président Faure pour dire que ces

réformes sont importantes. Donc nous devons voir les modalités pour les appliquer afin de ne pas disloquer complètement notre pays. Nous travaillons la dessus et nous tous dans une atmosphère d'optimisme et je crois que quelque chose de concret y sortira.

Des solutions togolaises aux problèmes togolais

Sur la crise au burkina je suis un peu triste. Je ne connais pas très bien la politique interne de ce pays mais je sais pendant nos moments difficiles le président Blaise Compaore qui n'est plus au pouvoir en ce moment a déployé beaucoup d'efforts pour nous aider à sortir de notre crise c'est comme cela j'ai fait sa connaissance.

Une certaine solution a été apportée par les Burkinabè à leur problème, je crois que de notre côté aussi nous devons apporter nos solutions pas nécessairement les importer soit du Burkina, de la Tunisie, de l'Egypte ou on parle du printemps arabe. je ne conçois pas, je n'adhère pas à cette façon de raisonner nous avons nos problèmes et nous devons nous assoir pour les résoudre nous-mêmes.■

De notre envoyé spécial à Accra, P. Fabrice

Sokodé abrite la célébration de la Journée mondiale de lutte contre le Sida au Togo ONUSIDA lance un appel à une mobilisation plus soutenue

Le monde entier s'apprête à célébrer le 1er décembre prochain la Journée mondiale de lutte contre le SIDA. Au Togo c'est la ville de Sokodé qui accueillera les manifestations prévues à cet effet.

Pareille à l'épidémie de la maladie à virus Ebola, l'épidémie du Sida détruisait tout sur son passage : à part les victimes qu'elle laissait derrière elle, les personnes affectées subissaient les pires exclusions et discriminations sociales face à l'impuissance des Etats qui regardaient mourir leurs citoyens. Mais grâce à la solidarité et à la mobilisation mondiale et à l'activisme de la société civile, cette tragédie a pu être transformée en opportunité, sauvant par là des millions de vies.

Aujourd'hui, l'heure est à l'éradication totale et complète de cette pandémie. Mais pour y arriver, les actions doivent être accélérées pour combler l'écart entre les personnes qui ont accès aux services de prévention, de traitement, de soins et d'appui en matière de VIH et celles qui restent sur le bord du chemin. C'est pourquoi, les nations-Unies, à travers l'ONUSIDA appellent, à l'occasion de la célébration de la journée mondiale de lutte contre le Sida du 1er décembre prochain, à des efforts plus soutenus pour endiguer ce mal d'ici à 2030. Comme le précise le Directeur exécutif de l'ONUSIDA, Secrétaire Général adjoint des Nations-Unies, Michel Sidibé, les systèmes de santé doivent être renforcés afin qu'ils puissent fournir les



services essentiels nécessaires et que la société civile soit soutenue pour pouvoir continuer de jouer son rôle vital. Il estime en effet, qu'« en

accélérant l'action dans les pays, les villes et les communautés, nous pouvons atteindre les personnes les plus durement touchées par le VIH. En

atteignant les cibles « 90-90-90 » de l'Initiative Accélérer, nous pouvons faire en sorte que d'ici à 2020, 90 % des personnes vivant avec le VIH connaissent leur séropositivité, 90 % des personnes conscientes de leur séropositivité aient accès au traitement et 90 % des personnes sous traitement atteignent des niveaux de VIH indétectables dans leur organisme.»

Notons que Le Programme commun des Nations Unies sur le VIH-SIDA (ONUSIDA) guide et mobilise la planète en vue de mettre en place sa vision partagée d'un monde affranchi de toute nouvelle infection par le VIH, de toute discrimination et de tout décès lié au Sida.■

Anthelme Shakespeare

**Ne fermons pas les yeux...!
LE RISQUE EST RÉEL**



Ministère du Commerce
et de la Promotion du secteur Privé

